

CYNISME GÉNOCIDAIRE

(Suite et fin)

Quelques chiffres suffisent à donner une idée des efforts que consentit l'URSS pour maintenir la parité nucléaire avec les États-Unis : à sa désintégration en 1991, le Belarus disposait de 81 ogives nucléaires ; le Kazakhstan de 1 400 et l'Ukraine d'environ 5 000 qui passèrent à la Fédération de Russie, le seul État capable d'assumer les frais immenses qu'elles impliquaient, pour maintenir l'indépendance.

Les traités START et SORT sur la réduction des armes stratégiques souscrits entre les deux grandes puissances nucléaires permirent d'éliminer plusieurs milliers d'ogives.

Elles signèrent un nouveau traité de ce genre en 2010.

Dès lors, les deux grandes puissances consacrèrent leurs plus gros efforts au perfectionnement des vecteurs, de la portée et de la précision des armes et des moyens de déjouer la défense de l'adversaire. Le domaine militaire engloutit des sommes immenses.

Rares sont les personnes dans le monde, hormis quelques penseurs et scientifiques, qui se rendent compte d'un simple fait et lancent un cri d'alerte : il suffirait de l'éclatement de cent ogives nucléaires stratégiques pour mettre fin à l'existence humaine sur notre planète. L'immense majorité de la population connaîtrait un sort aussi inexorable qu'horrible par suite de l'hiver nucléaire qui surviendrait.

Huit pays, dont cinq sont membres permanents du Conseil de sécurité, possèdent aujourd'hui des armes nucléaires : les États-Unis, la Russie, le Royaume-Uni, la France et la Chine. L'Inde et le Pakistan ont accédé au club nucléaire en 1974 et en 1998 respectivement. Ces sept pays se reconnaissent États nucléaires.

Israël, en revanche, ne l'a jamais reconnu, bien qu'on calcule qu'il possède de 200 à 500 ogives atomiques, et il ne se sent absolument pas concerné quand le monde s'inquiète des très graves problèmes qu'entraînerait l'éclatement d'une guerre dans la région où se produit une grande partie de l'énergie qui fait marcher l'industrie et l'agriculture de la planète.

C'est parce qu'il possède des armes de destruction massive qu'Israël peut jouer son rôle de pion de l'impérialisme et du colonialisme au Moyen-Orient.

Il ne s'agit pas du droit légitime du peuple israélien de vivre et de travailler dans la paix et la liberté : il s'agit précisément du droit des autres peuples de la région à la liberté et à la paix.

Tout en mettant au point à rythme accéléré son arsenal atomique, Israël attaqua et détruisit en 1981 le réacteur nucléaire iraquien d'Osirak. Il refit exactement pareil en 2007 avec le réacteur syrien de Dayr az-Zawr, ce dont, curieusement, l'opinion mondiale ne fut pas informée, alors que les Nations Unies et l'AIEA étaient parfaitement au courant. Ces deux attaques bénéficièrent du soutien des États-Unis et de l'Alliance atlantique.

Il n'est donc pas étonnant que les plus hautes autorités israéliennes proclament aujourd'hui leur intention de faire pareil en Iran.

Ce pays, immensément riche en pétrole et en gaz, fut jadis victime des conspirations de la Grande-Bretagne et des États-Unis dont les sociétés pétrolières

pillaient les ressources. Plus tard, une fois le shah Reza Pahlavi au pouvoir, les États-Unis équipèrent ses forces armées des moyens les plus modernes de leur industrie militaire.

Le shah aspirait lui aussi à se doter d'armes nucléaires, mais personne n'attaqua ses centres de recherche. La guerre d'Israël visait les musulmans arabes, pas les musulmans d'Iran, un pays qui était devenu un bastion de l'OTAN braqué contre le cœur même de l'URSS.

En 1979, les masses de cette nation profondément religieuses, conduites par l'ayatollah Khomeyni, détrônèrent le shah et désarmèrent une des armées les mieux équipées du monde sans tirer un seul coup de feu.

Compte tenu de la capacité de lutte, du nombre d'habitants et de l'étendue de l'Iran, une agression contre lui serait sans commune mesure avec les équipées israéliennes en Iraq et en Syrie. Une terrible guerre, que nul n'en doute, en découlerait inévitablement.

Israël compte un grand nombre d'armes nucléaires et dispose de la capacité de les lancer n'importe où en Europe, en Asie, en Afrique et en Océanie. Je me demande : l'AIEA a-t-elle le droit moral de punir et d'asphyxier un pays qui tenterait de faire pour sa propre défense ce qu'Israël a fait au cœur du Moyen-Orient ?

Je pense en fait qu'aucun pays au monde ne doit avoir d'armes atomiques et que ce genre d'énergie doit servir à l'espèce humaine. Sans cet esprit de coopération, l'humanité marche inexorablement à sa perte. Nombre d'Israéliens, issus d'un peuple assurément travailleur et intelligent, ne seront pas d'accord avec une politique insensée et absurde qui les conduit eux aussi à la ruine totale.

De quoi parle-t-on aujourd'hui au sujet de la situation économique ?

Selon les agences de presse internationales, « le président étasunien, Barack Obama, et son homologue chinois, Hu Jintao, ont présenté des ordres du jour commerciaux divergents [...] ce qui met en lumière les tensions croissantes entre les deux plus grandes économies du monde ».

Selon Reuters, « Obama a profité de son intervention pour menacer la Chine de sanctions économiques au cas où elle ne commencerait pas à "jouer selon les règles". »

Les règles du jeu sont, bien entendu, celles qui répondant aux intérêts des USA.

Toujours selon cette agence, « Obama s'est lancé dans la bataille de sa réélection l'an prochain et ses opposants républicains l'accusent de ne pas être assez dur avec la Chine ».

Les nouvelles de jeudi et vendredi reflétaient encore mieux les réalités que nous vivons.

Selon AP, l'agence étasunienne la mieux informée, « le leader suprême iranien a averti les États-Unis et Israël que son pays riposterait énergiquement si ses archi-ennemis lançaient une attaque militaire contre lui... »

D'après l'agence de presse allemande, la Chine a fait savoir qu'à son habitude, elle croyait que le dialogue et la coopération étaient la seule façon d'envisager activement le problème à des fins de solution.

La Russie s'est aussi opposée à des mesures punitives contre l'Iran.

L'Allemagne refuse l'option militaire, mais se dit favorable à de fortes sanctions contre l'Iran.

Le Royaume-Uni et la France prônent des sanctions sévères et énergiques.

La Fédération de Russie a garanti qu'elle ferait tout son possible pour éviter une opération militaire contre l'Iran et elle a critiqué le rapport de l'AIEA :

« Une opération militaire contre l'Iran peut entraîner de très graves conséquences, et la Russie devra tout faire pour calmer les esprits », a affirmé Konstantin Kosatchov, président de la commission des relations extérieures de la Douma, qui, selon EFE, a critiqué « les affirmations des États-Unis, de la France et d'Israël au sujet d'un recours éventuel à la force et de la proximité toujours plus grande d'une opération militaire contre l'Iran ».

Edward Spannaus, rédacteur en chef de la revue étasunienne *EIR*, a déclaré qu'une attaque contre l'Iran déclencherait la troisième guerre mondiale.

Le secrétaire étasunien à la Défense, de retour d'un voyage en Israël, a reconnu voilà quelques jours qu'il n'avait pu obtenir de Tel-Aviv l'assurance qu'il consulterait Washington au préalable au sujet de toute opération contre l'Iran. Voilà à quel point nous en sommes.

Samedi dernier, Andrew Shapiro, *Assistant Secretary of Bureau of Political-Military Affairs*, a révélé crûment les sombres visées de l'Empire :

Israël et les États-Unis organiseront les manœuvres militaires conjointes « les plus importantes » et « les plus capitales » de leur histoire comme alliés.

Intervenant à Washington devant l'Institut de politique du Proche-Orient, Shapiro a annoncé que plus de cinq mille membres des forces armées étasuniennes et israéliennes participeraient à ces manœuvres centrées autour de la défense des missiles balistiques israéliens.

« La technologie israélienne s'avère essentielle pour améliorer notre sécurité nationale et protéger nos troupes », a-t-il ajouté...

Shapiro a mis en exergue l'appui de l'administration Obama à Israël, bien qu'un haut fonctionnaire étasunien ait exprimé vendredi son inquiétude qu'Israël n'avertisse pas Washington au préalable d'une éventuelle action militaire contre les installations nucléaires d'Iran.

« Notre engagement envers la sécurité d'Israël est plus vaste, plus profond et plus intense que jamais. »

« Nous soutenons Israël parce qu'il en va de notre intérêt national... C'est uniquement la force militaire d'Israël qui dissuade les agresseurs éventuels et qui contribue à promouvoir la paix et la stabilité. »

Aujourd'hui, 13 novembre, la représentante des USA à l'ONU, Susan Rice, a confirmé à la BBC britannique qu'une éventuelle intervention militaire en Iran non seulement n'était pas hors jeu, mais qu'elle constituait une option de plus en plus réelle à cause de l'attitude de Téhéran.

Selon elle, l'administration étasunienne est en train d'aboutir à la conclusion qu'il faudra liquider le régime iranien actuel pour éviter qu'il ne se dote d'un arsenal nucléaire : « Je suis convaincue – a-t-elle reconnu – que le changement de régime va être notre seule solution. »

À bon entendeur, salut.

Fidel Castro Ruz

Le 13 novembre 2011

20 h 17